



SA I.CERAM

PARC D ESTER

1 RUE COLUMBIA

87068 LIMOGES CEDEX

COMPTES CONSOLIDES

au 30/06/2019

Activité : Fabrication appareils médicochirurgicaux

SOMMAIRE

BILAN CONSOLIDE **PAGE 2**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE **PAGE 3**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE **PAGE 4**

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES **PAGES 5 ET S.**

BILAN CONSOLIDE

Présenté en Euros

ACTIF	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
	Net	Net	Net
Actif immobilisé			
Ecart d'acquisition	0	0	0
Immobilisations incorporelles	429 406	516 906	459 487
Immobilisations corporelles	2 675 702	2 773 158	2 735 568
Immobilisations financières	407 826	129 669	345 079
Titres mis en équivalence	0	0	4 139
Actif circulant			
Stocks et en-cours	2 121 563	2 027 225	2 121 563
Clients et comptes rattachés	407 987	382 705	537 010
Autres créances et comptes de régularisations	1 725 819	1 431 883	1 577 373
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	517 018	872 659	1 780 551
TOTAL DE L'ACTIF	8 285 322	8 134 205	9 560 770
PASSIF	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Capitaux propres (part du groupe)			
Capital	590 914	534 070	590 914
Prime d'émission	6 725 074	6 381 039	9 432 970
Réserves et résultats consolidés	-1 846 327	-2 035 498	-3 134 842
Autres			
Total des Capitaux Propres	5 469 661	4 879 611	6 889 042
Intérêts minoritaires	1 150	1 401	1 150
Autres fonds propres	25 000	50 000	50 000
Provisions	113 834	27 399	61 047
Dettes			
Emprunts et dettes financières diverses	1 457 697	1 778 742	1 455 112
Fournisseurs et comptes rattachés	596 026	646 951	471 518
Autres dettes et comptes de régularisations	621 953	750 098	632 900
TOTAL DU PASSIF	8 285 322	8 134 205	9 560 770

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDE

Présenté en Euros

	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Chiffres d'affaires	823 940	780 689	1 489 446
Autres produits d'exploitation	257 526	228 651	758 383
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 081 466	1 009 340	2 247 830
Achats consommés	275 544	241 894	510 866
Frais de personnel	859 846	966 183	1 873 410
Autres charges d'exploitation	778 371	826 570	1 653 804
Impôts et taxes	41 563	65 003	137 407
Dotations aux amortissements et provisions	363 015	415 167	780 329
CHARGES D'EXPLOITATION	2 318 338	2 514 818	4 955 816
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 236 872	-1 505 478	-2 707 986
Produits financiers	9 589	18 518	8 557
Charges financières	77 819	26 676	85 141
RESULTAT FINANCIER	-68 231	-8 158	-76 584
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES	-1 305 103	-1 513 636	-2 784 571
Charges et produits exceptionnels	28 779	10 810	184 839
Produits / charges d'impôts sur les résultats	-11 939	-17 509	-107 899
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	-1 264 385	-1 485 318	-2 491 832
Dotation amortissement écart d'acquisition	0	0	0
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	-42 155	0	-139 768
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-1 306 540	-1 485 318	-2 631 600
Intérêts minoritaires	423	201	564
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-1 306 963	-1 485 117	-2 632 164
Résultat par actions	-0,22	-0,28	-0,45
Résultat dilué par action	-0,22	-0,28	-0,45

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En euros	du 01/01/2019 au 30/06/2019	Exercice Précédent 31/12/2018
Résultat net des sociétés intégrées	-1 307	-2 632
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		
Amortissements et provisions	327	587
Variation des impôts différés	-12	-108
Titres auto-contrôlés	-97	
Ecart de conversion	0	
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	42	146
Plus-values de cession, nettes d'impôt	0	-26
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-1 047	-2 033
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	105	-603
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-942	-2 637
Acquisitions d'immobilisations	-425	-801
Subvention d'investissement	0	67
Cessions d'immobilisations	125	0
Variation de périmètre	0	-50
Produits de cessions d'éléments d'actifs immobilisé	0	32
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-300	-752
Augmentation de capital	0	3 109
Remboursement des avances conditionnées	-25	-25
Remboursement d'emprunts et dettes financières	-99	-177
Autres flux liée aux opérations de financement (Crédit-Bail)	135	-115
Nouveaux emprunts et dettes financières	26	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	36	2 792
Variation de trésorerie	-1 206	-597
Trésorerie à l'ouverture	1 712	2 308
Trésorerie nette à la clôture	506	1 712

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS

Les informations ci-après constituent l'Annexe des comptes faisant partie intégrante des états financiers présentant les comptes consolidés pour la période de 6 mois du 01/01/2019 au 30/06/2019.

Le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes sont présentés en euros.

1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés du Groupe I.CERAM clos au 30 juin 2019 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France et notamment le plan comptable général, le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- Indépendance des exercices.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Continuité d'exploitation :

L'hypothèse de la continuité de l'exploitation a été retenue par le Conseil d'administration compte tenu des éléments suivants :

- La consommation forte de trésorerie du groupe s'explique par les projets de recherches en cours ainsi que par les dépenses liées à sa structuration, notamment au niveau commercial, alors que les revenus ne suffisent pas à équilibrer l'exploitation,
- Suite à la levée de fonds en date du 11/09/2018,

- Les créances sur le CIR-CII 2017 et 2018 sont mobilisables.

Les comptes consolidés ont donc été établis sur une base de la continuité d'exploitation.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la Direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La Direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes. Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement de ces états financiers concernent :

- La valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels et incorporels,
- Les provisions sur immobilisations, stocks et créances clients,
- Le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité.

Principes généraux de consolidation

- Périmètre et méthode de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles I.CERAM a, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin de maîtriser leur activité sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

I.Ceram SRO, I.Ceram PT, I.Ceram U.F. et Société Limousine de Brevet, filiales du groupe, sont donc intégrées globalement.

Les comptes des sociétés dans lesquelles I.CERAM a, directement ou indirectement, une influence notable dans le capital social sont consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

I.Ceram South Africa, ADDIDREAM et Dussartre sont donc intégrés en équivalence.

- Date de clôture des comptes

La société I.CERAM et ses filiales, I.Ceram SRO, I.Ceram PT, I.Ceram U.F. et Société Limousine de Brevet clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les sociétés I.Ceram South Africa, Addidream et Dussartre dont I.Ceram possède une participation notable dans leur capital social clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes comptables appliqués

1. Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euro sont convertis au cours de clôture de la période concernée ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les écarts de conversion sont présentés en capitaux propres.

2. Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- L'activation des coûts de développement dès lors qu'ils répondent aux critères d'activation,
- Le retraitement des contrats de location financement :
 - o par l'activation des immobilisations concernées,
 - o la constatation de la dette liée aux immobilisations concernées,
- La comptabilisation des écarts de conversion actifs et passifs en charges et produits de la période.

3. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

Les filiales I.Ceram PT et I.Ceram U.F. étant détenues à 100% par le groupe, aucun intérêt minoritaire est comptabilisé dans les états financiers au 30 juin 2019.

Les sociétés Limousine de Brevet et I.Ceram SRO étant détenues à 95%, des intérêts minoritaires sont pris en compte dans les états financiers au 30 juin 2019.

4. Ecart d'acquisition

Lors de l'achat de 95% des parts de la société Limousine de Brevet, un écart d'acquisition a été constaté pour un montant de 155 917 € ; compte tenu de l'activité de la société Limousine de Brevet, limitée à la simple possession du brevet de céramique d'alumine poreuse, déposé auprès de l'INPI, cet écart d'acquisition a été affecté à l'actif consolidé dans la rubrique « brevets » et a fait l'objet d'un amortissement sur 7 ans. La dotation aux amortissements comptabilisée au 30 juin 2019 s'est élevée à 100 232 €.

Le fonds de commerce racheté à l'origine à la société MIL auprès du tribunal de commerce pour 10 000 € a été reclassé en écart d'acquisition et amorti pour sa totalité.

5. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les logiciels,
- les marques EPB et I.CERAM,

Les logiciels sont amortis sur 1 à 3 années.

La marque EPB (embout protecteur de broche) a fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 20 000 € par an qui porte la provision totale à 180 000 € ; en effet, le développement d'un nouveau produit (embout protecteur de broche à méplats), qui sera commercialisé sous une nouvelle marque, conduira à terme à la disparition de cette marque.

Les coûts de développement ne sont pas activés et sont comptabilisés en charges ; corrélativement, les crédits d'impôts recherche reçus au titre des dépenses engagées par le groupe sont comptabilisés en produits d'exploitation.

6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Le Groupe applique la méthode préférentielle du règlement CRC 99-02 modifié relative à la capitalisation des contrats de crédit-bail qualifiés de location financement. Les contrats de location financement sont retraités selon les critères suivants :

- La charge financière, si elle n'est pas stipulée au contrat, est calculée en appliquant un taux d'intérêt constant sur la durée du contrat,
- Les redevances enregistrées dans les comptes individuels sont annulées par la contrepartie d'une charge financière et d'un remboursement progressif de l'emprunt,
- Les biens concernés sont amortis selon les principes comptables du Groupe,
- Les biens sont immobilisés selon la valeur stipulée au contrat.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|------------|
| - Matériels et outillages industriels | 2 à 5 ans |
| - Installations générales et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériels de transport | 3 à 5 ans |
| - Matériels de bureau | 3 à 10 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

Dépréciation des actifs :

Les immobilisations doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif),
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu,
- Les changements normatifs.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement,
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif,
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions,
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Ces tests ont démontrés que les ancillaires présents dans les immobilisations en-cours depuis 3 ans doivent être dépréciés à hauteur de 25 %. Une dépréciation complémentaire de 25 % par an sera effectuée par année de présence dans les immobilisations en-cours jusqu'à atteindre une dépréciation de 100 %.

7. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées principalement de comptes courants des sociétés intégrés en équivalence et de dépôts de garantie.

8. Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant :

- les consommations,
- les charges directes et indirectes de production,
- les amortissements des biens concourant à la production.

Les en-cours de production sont évalués en fonction du stade d'achèvement à la date d'inventaire.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, selon que :

- la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus serait supérieure à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente,
- des produits finis non vendus sont devenus obsolètes par rapport au marché,
- les produits ne sont plus autorisés sur le marché,
- les possibilités de vente des produits finis ou des marchandises, ou que les possibilités de consommation des matières premières sont devenues faibles.

Les impacts liés à d'éventuels dépassements de dates de péremption sont considérés après étude comme marginaux en termes de risque de dépréciation, la plupart de ces produits pouvant être remis dans le circuit de production et le circuit de commercialisation après une re-stérilisation.

9. Créances clients

Les créances clients sont constatées lors de la déclaration d'utilisation par les chirurgiens ou lors du transfert de propriété (cf § 15 – chiffre d'affaires).

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur de la créance et la valeur probable de réalisation.

10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent à :

- Des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise,
- Des passifs liés à une obligation de l'entreprise à l'égard de tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

11. Provisions hors bilan pour indemnités de départ en retraite et engagements similaires

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle, en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle. Ces engagements hors bilan s'élevaient au 30 juin 2019 à 18 222 €.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2018
- o Taux d'actualisation : 1,57 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans
- o Convention collective : Métallurgie
- o Table de mortalité : TPRV 93

Le salarié qui partira en retraite, de son initiative ou de celle de l'employeur à un âge égal ou supérieur à 62 ans, recevra une indemnité de départ à la retraite dont le taux et les modalités sont fixés comme suit (application de la convention collective de la Métallurgie) :

- 1/10ème de mois par année d'ancienneté de 2 à 10 ans
- 1 mois 1/2 après 10 ans
- 2 mois après 15 ans
- 2 mois 1/2 après 20 ans
- 3 mois après 25 ans
- 3 mois 1/2 après 30 ans
- 4 mois après 35 ans

Il n'est pas tenu compte de la présence postérieure au 62^{ème} anniversaire.

Les engagements liés aux salariés des filiales ne sont pas évalués en l'absence de salariés dans ces sociétés.

12. Emprunts

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts sont immédiatement pris en charge.

13. Avances conditionnées et avances remboursables accordées par des organismes publics

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « avances conditionnées » en autres fonds propres.

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement n'est pas conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « dettes financières diverses ».

14. Résultat courant - Résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante du groupe consolidé.

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

15. Chiffre d'affaires

En règle générale, les produits sont mis en prêt sur une période maximale de 30 jours auprès de clients occasionnels alors que pour les clients réguliers ils sont mis en dépôts permanent.

Les clients utiliseront, à l'intérieur des « kits » mis à disposition, les produits adaptés à l'opération envisagée.

Seuls les produits commandés ou effectivement implantés sur les patients sont facturés sur la base de la déclaration d'utilisation faite par le client.

Un inventaire pour contrôle des stocks en dépôt est effectué de façon périodique. L'écart constaté lui est facturé.

Le chiffre d'affaires se décompose par :

1. Les « ventes de marchandises » correspond à la vente d'implants orthopédiques de négoce auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
2. La « Production vendue de biens » correspond à la vente d'implants orthopédiques vendus sous la marque I.Ceram auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire, d'instruments chirurgicaux fabriqués par Dussartre, et de d'instruments ou d'implants médicaux en 3D fabriqués par Addidream.
3. La « Production vendue de services » est principalement constituée de prestations liées à des commissions sur le chiffre d'affaire de négoce non facturées en direct par la société ainsi que de réparations d'instruments chirurgicaux.

16. Subventions reçues

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits courants.

17. Dépenses de recherche et développement

Le groupe I.CERAM a fait le choix de comptabiliser l'ensemble des dépenses de recherche et développement en charges dès lors qu'elles font l'objet de demande de crédits d'impôt recherche.

Le montant des coûts de développement inscrits en charges s'est élevé à plus de 575 K€ pour 6 mois (montant des dépenses ayant servi de base au calcul des crédits d'impôts).

18. Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt recherche (CIR).

Le CIR est calculé par année civile et s'impute, le cas échéant, sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise.

Le CIR afférent à 2019 a été comptabilisé au 30 juin 2019 pour un montant de 240 570 €.

L'entreprise, ne payant actuellement aucun impôt sur les sociétés, demande le remboursement du CIR.

Le groupe n'activant pas ses coûts de développement (cf § 5 – immobilisations incorporelles), le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en subvention d'exploitation.

19. Impôt sur les résultats

Les impôts sur les résultats regroupent tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés

Lorsqu'un impôt est dû ou à recevoir et que son règlement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, il est qualifié d'exigible, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices. Il figure selon le cas au passif ou à l'actif du bilan.

Les opérations réalisées par l'entreprise peuvent avoir des conséquences fiscales positives ou négatives autres que celles prises en considération pour le calcul de l'impôt exigible. Il en résulte des actifs ou passifs d'impôt qui sont qualifiés de différés.

Le Groupe utilise la méthode du report variable selon laquelle les impôts différés sont calculés en appliquant les taux d'imposition votés à la date de clôture de l'exercice qui seront en vigueur à la date à laquelle ces différences se renverseront.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale. Aucun impôt différé actif n'est calculé si la situation fiscale de la société ne permet pas d'envisager une imputation possible de ces impôts. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Etablissement de la preuve d'impôt

La preuve d'impôt correspond au rapprochement entre la charge d'impôt total comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat comptable avant impôt le taux applicable à l'entreprise consolidante sur la base des textes fiscaux en vigueur.

20. Elimination des comptes et transactions réciproques

Les soldes et les transactions intra groupe ainsi que les pertes et profits résultant de transactions intra groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

2. PRESENTATION DU GROUPE

Le groupe comprend les sociétés suivantes :

- **I.CERAM** : société installée à Limoges et ayant pour objet la fabrication et distribution d'appareils médico-chirurgicaux
- **I.CERAM SRO** : filiale installée en Tchéquie et détenue à 95% par I.CERAM. Cette société a pour objet la commercialisation des produits de la société I.CERAM sur le territoire de la République Tchéque.
- **I.CERAM PT** : filiale installée au Portugal, créée en mai 2016 et détenue à 100% par I.CERAM. Cette société a pour objet la commercialisation des produits de la société I.CERAM sur le territoire du Portugal.
- **I.CERAM UF** : filiale installée à Limoges, créée en juillet 2016 et détenue à 100% par I.CERAM. Cette société a pour objet de porter un projet de construction d'un nouvel ensemble immobilier. L'objectif est d'une part le renforcement des capacités industrielles, technologiques, sociétales et commerciales d'I.CERAM et d'autre part la volonté de faire de ce nouveau site une vitrine de sa qualité, sa rigueur et son savoir-faire au travers d'un showroom accueillant ses visiteurs.
- **LIMOUSINE DE BREVETS** : société installée à Limoges, détenue à 95% par I.CERAM et ayant pour objet la recherche, la réalisation d'études et l'exploitation de brevets dans le domaine de la prothèse céramique. Cette société est entrée dans le périmètre le 19 décembre 2014.
- **ADDIDREAM** : société installée à Limoges, détenue à 49% par I.CERAM et ayant pour objet la conception et la fabrication par impression 3D d'instruments et d'implants pour le domaine médical en général et pour le domaine de l'orthopédie en particulier. La société est une SAS au capital de 200 000€, créée le 5 décembre 2017, enregistrée sous le n° 833 772 445 auprès du tribunal de commerce de Limoges.
- **I.CERAM SOUTH AFRICA** : société de droit sud africain, installée à Bloemfontein, détenue à 33,33% par I.CERAM et ayant pour objet la commercialisation des produits de la société I.Ceram, sur le territoire de l'Afrique du Sud. Cette société est enregistrée sous le n°2016 / 404980 / 07 auprès de la Commission des sociétés et de la propriété intellectuelle d'Afrique du Sud à Prétoria.
- **DUSSARTRE** : société détenue à 41,18% par I.CERAM et ayant pour objet la fabrication et la réparation d'instruments chirurgicaux dans tous les domaines de la santé. La société est une SAS au capital de 17 000 €, créée le 31 janvier 2018, enregistrée sous le n° 835 036 120 auprès du tribunal de commerce de Limoges.

3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

AU COURS DE L'EXERCICE

3.1 Prise de participation dans une filiale :

Néant.

3.2 Eléments relatifs à l'exploitation :

Poursuite des activités en recherche et développement de nouveaux produits

La société a continué les travaux de recherches entreprises sur de nouvelles technologies et produits, avec le concours d'un comité scientifique. Il est composé de chirurgiens et de spécialistes issus des établissements de santé publics ou privés et d'universitaires.

Un implant Ceramil® chargée en antibiotique a été posé pour la première fois dans un fémur pour traiter une infection chronique.

Une première cranioplastie a été réalisée avec un implant Ceramil® chargée en antibiotique en Afrique du Sud sur un jeune de patient de 14 ans victime d'un accident de la route fin 2018.

Implant sternal céramique.

La commercialisation du produit dans l'ensemble de l'Europe et dans de nombreux pays à travers le monde s'est poursuivie avec un partenariat en Allemagne.

Les contrats de distribution qui ont pu être signés couvrent les pays suivants : France, Allemagne, Suisse, Maroc, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, l'Espagne, Grèce, Chypre, Pologne, Italie.

Financement en crédit bail de une unité de productions

La société I.Ceram a été financée via crédit-bail pour la somme de 248 000 € pour l'acquisition d'un centre d'usinage DMU 50 3^{ème} génération. L'opération a eu lieu au début du premier semestre de l'exercice.

3.3 Procédure judiciaire :

La Société est actuellement engagée dans une procédure judiciaire :

- un contentieux prud'homal, introduit par un ancien salarié, pour lequel la Société a provisionné la somme de 24 357 euros ;

Ainsi, à l'exception du litige décrit ci-dessus, il n'existe pas à ce jour, à la connaissance des dirigeants de la société I.Ceram, d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2019

Néant.

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2019, le périmètre de consolidation du groupe I.Ceram, comprend cinq sociétés consolidées par intégration globale et deux sociétés consolidées par mise en équivalence.

4.1. Périmètre de consolidation

Société	Adresse	N° de SIRET	2018	2019	Méthode de consolidation
I.CERAM	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	487 597 569 00028	100%	100%	Intégration Globale
I.CERAM SRO	Pobrezni 3, 186 00 Praha 8 - Karlin, CZ	61465631	95%	95%	Intégration Globale
I.CERAM PT	1203 Avenida da Boavista, 6ème étage- salle 607, 4100-130 Porto, Portugal	513 955 798	100%	100%	Intégration Globale
I.CERAM U.F.	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	821 592 516 00016	100%	100%	Intégration Globale
LIMOUSINE DE BREVET	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	480 577 345 00014	95%	95%	Intégration Globale
ADDIDREAM	4, rue Albrecht Zone Nord 87280 LIMOGES	833 772 445 00015	49%	49%	Mise en équivalence
I.CERAM SOUTH AFRICA	PO BOX 43496, Heuwelsig, Free State 9332	2016 / 404980 / 07	33,1/3%	33,1/3%	Mise en équivalence
DUSSARTRE	Les Allois – 87400 LA GENEYTOUSE	835 036 120 00011	41,18%	41,18%	Mise en équivalence

4.2. Mouvement de l'exercice

Néant.

5. NOTES SUR LES COMPTES

Note 5.1 – Immobilisations

Etat des immobilisations					
Présenté en Euros					
Valeur brute des immobilisations	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Ecart d'acquisition	10 000				10 000
Frais de recherche et développement	74 449				74 449
Logiciels	181 216	729			181 945
Marques	500 000				500 000
Brevets	155 917				155 917
TOTAL	921 582	729			922 311
Constructions	133 260				133 260
Installations tech., matériel et outillage	3 758 110	257 645			4 015 755
Autres immobilisations corporelles	589 196	34 162		53 119	570 239
Immobilisations en cours	675 103	48 000		50 367	672 736
TOTAL	5 155 668	339 807		103 486	5 391 989
Participations	4 139			4 139	0
Autres titres de participation					
Autres immobilisations financières	345 079	84 553		21 806	407 826
TOTAL	349 218	84 553		25 945	407 826
TOTAL	6 426 468	425 089		129 431	6 722 126

Etat des amortissements et provisions					
Présenté en Euros					
	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Ecart d'acquisition	10 000				10 000
Frais de recherche et développement	74 449				74 449
Logiciels	116 398	11 826			128 224
Marques	160 000	20 000			180 000
Brevets, fonds commercial	101 248	10 071		11 086	100 232
TOTAL	462 095	41 896		11 086	492 905
Constructions	43 261	6 276			49 537
Installations tech., matériel et outillage	2 115 230	281 629			2 396 860
Autres immobilisations corporelles	231 215	61 401		53 119	239 496
Immobilisations en cours	30 395				30 395
TOTAL	2 420 100	349 306		53 119	2 716 287
Participations	0				0
Autres titres de participation					
Autres immobilisations financières					
TOTAL	0	0		0	0
TOTAL	2 882 195	391 202		64 205	3 209 192

Notes sur le tableau des immobilisations :

Les immobilisations en cours sont constituées principalement d'ancillaires en cours de production et en attente de mise en dépôt.

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts de garantie pour 14 899 €, d'un compte « espèces » lié à la gestion d'un contrat de liquidité portant sur les titres d'I.CERAM pour 34 089 €, des différentes avances réalisées aux filiales mises en équivalence pour 252 238 €, de prêt au personnel pour 6 600 €.

Note 5.2 – Analyse des créances et des dettes

Etat des échéances des créances et des dettes

Présenté en Euros

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	386 327		386 327
Prêts	6 600	1 350	5 250
Autres immobilisations financières	14 899		14 899
Clients douteux ou litigieux	20 372	20 372	
Autres créances clients	406 925	406 925	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	225	225	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	3 804	3 804	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	1 269 600	1 269 600	
- TVA	165 900	165 900	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	238 014	238 014	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	0	0	
Charges constatées d'avance	48 276	48 276	
TOTAL	2 560 943	2 154 466	406 476
Montant des prêts accordés dans l'exercice	9 000		
Remboursements des prêts dans l'exercice	2 400		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	11 179	11 179		
- plus d'un an	1 299 345	358 936	940 410	
Emprunts et dettes financières divers	146 778	134 278	12 500	
Fournisseurs et comptes rattachés	567 226	567 226		
Personnel et comptes rattachés	195 630	195 630		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	145 044	145 044		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	11 297	11 297		
- TVA	4 607	4 607		
- Obligations cautionnées	0	0		
- Autres impôts et taxes	21 234	21 234		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	28 800	28 800		
Groupes et associés	394	394		
Autres dettes	21 333	21 333		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	222 808	82 847	139 961	
0	2 675 677	1 582 806	1 092 871	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	248 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	209 636			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Note 5.3 - Trésorerie et disponibilités

Le poste « trésorerie et disponibilités » se décompose comme suit :

Trésorerie et disponibilités		
En euros	juin-19	2018
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	517 018	1 780 551
Trésorerie active brute au bilan	517 018	1 780 551
CBC	-11 179	-68 677
Trésorerie passive brute au bilan	-11 179	-68 677
Total trésorerie nette	505 839	1 711 873

Note 5.4 – Détail des comptes de régularisation actif

Les comptes de régularisation actifs sont exclusivement constitués de charges constatées d'avances pour un montant de 48 276 €

Note 5.5 – Capital

Le capital du groupe I.Ceram au 30 juin 2019 se décompose ainsi :

5 909 143 actions d'une valeur nominale de 0.10 €, soit un capital de 590 914.30 €

Investissement Développement détient 2 986 456 actions d'I.Ceram, soit 50.54 %

Les mouvements relatifs aux capitaux propres (part du groupe) sont retracés dans le tableau suivant :

Capital

Présenté en Euros					
	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL
Au 31 décembre 2018	590 914	9 432 970	-503 241	-2 631 600	6 889 042
Résultat 2018		-2 707 896	76 295	2 631 600	0
Mouvement sur réserves consolidés			-112 841		-112 841
Augmentation de capital	0				0
Résultat 2019				-1 306 540	-1 306 540
Au 30 juin 2019	590 914	6 725 074	-539 787	-1 306 540	5 469 661

Note 5.6 – Autres fonds propres

Les autres fonds propres à hauteur de 25 K€ sont entièrement constitués d'avances conditionnées remboursables octroyées par OSEO/BPI France et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine.

Il s'agit d'une avance remboursable octroyée en juillet 2015 par le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine pour accompagner le développement commercial à l'international de la société.

Note 5.7 – Provisions

Les provisions couvrent les dépréciations ou risques suivants :

Présenté en Euros

Valeur des provisions	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Amortissements dérogatoires					
Dont majoration exceptionnelles de 30%					
Sur sociétés mises en équivalence	36 690	57 533		4 746	89 477
Provisions	24 357				24 357
Sur immobilisations	301 643	18 984			320 627
Sur stock et en-cours	185 743				185 743
Sur clients et comptes rattachés	19 310				19 310
Autres dépréciations					
TOTAL	567 742	76 517	0	4 746	639 513

Note 5.8 – Analyse du chiffre d'affaires

En euros	juin-19	2018
Ventes produits finis	764 758	1 335 212
- France	666 686	1 292 321
- Export	98 072	42 891
Ventes marchandises	26 103	72 295
- France	26 103	38 395
- Export	0	33 900
Ventes services	33 079	71 277
- France	32 890	71 277
- Export	189	0
Total	823 940	1 478 784

Note 5.9 – Analyse des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation

En euros	juin-19	2018
Dotations aux amortissements immobilisations	344 030	651 152
Dotations aux provisions sur actif immobilisé	18 984	104 821
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	24 357
Dotations aux provisions sur stock	0	0
Total	363 015	780 329

Note 5.10 – Analyse du résultat financier

Le poste résultat financier se décompose ainsi :

En euros	juin-19	2018
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 557	8 372
Différences positives de change	32	185
Produits nets sur cession de VMP	0	0
Produits financiers	9 589	8 557
Intérêts et charges assimilées	77 819	85 141
Provisions pour dépréciation des titres de placement		
Produits financiers	77 819	85 141
Résultat Financier	-68 231	-76 584

Note 5.11 – Analyse du résultat exceptionnel

En euros	juin-19	2018
Produit exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Autres produits exceptionnels sur opération en capital	47 648	201 372
Reprises provisions, transferts charges	0	0
Produits exceptionnels	47 648	201 372
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 768	1 062
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	17 102	7 216
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	8 255
Charges exceptionnelles	18 869	16 533
Résultat exceptionnel	28 779	184 839

Le poste résultat exceptionnel s'analyse comme suit :

- Le résultat exceptionnel est composé principalement :
 - Un produit lié à une subvention d'investissement pour 41 748 €
 - Des pertes sur cessions d'immobilisations corporelles pour 11 202 €

Note 5.12 – Impôts différés et Impôts sur le résultat

Charge d'impôt au compte de résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

En euros	juin-19	2018
Impôts exigibles	0	-437
Impôts différés	11 939	108 336
Charges (produits) d'impôt	11 939	107 899

Au 31 décembre 2018, ces déficits reportables s'élèvent à 10 851 K€. Ceux-ci n'ont donné lieu à aucune activation d'impôt différé.

La preuve d'impôt de la période se présente comme suit :

En euros	juin-19	2018
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	-1 306 540	-2 631 600
+ Charges (Produits d'impôt)	0	437
Résultat net consolidé avant impôt	-1 306 540	-2 632 037
Charge d'impôt théorique à 28 %	0	437
Impact des différences fiscales permanentes	11 939	108 336
Effet de l'imputation de bénéfices sur déficits sans IDA		
Effet des pertes reportables non activées		
Crédits d'impôts et impôts forfaitaires		
Divers		
Charge d'impôt effective	-11 939	-107 899
Taux d'impôt effectif	-0,91%	-4,10%

Note 5.13 – Effectif

Effectif total moyen des salariés permanents :

	juin-19	2018
- Cadres	12	14
- Agents de maîtrise et techniciens	2	0
- Employés	12	14
- Ouvriers	14	16
TOTAL	40	44

Les effectifs correspondent à des équivalents temps plein sur l'exercice.

Note 5.14 – Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants versée par la société et/ou par ses filiales consolidées en intégration globale s'élève à un total de 70,8 K€.

Note 5.15 – Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes au 30 juin 2019 s'élèvent à 20 K€.

Aucun honoraire n'a été facturé au titre des conseils et prestations de services.

Note 5.16 - Analyse des Risques

Risque de taux :

La dette financière du Groupe a été souscrite intégralement à taux fixe. Il n'est donc pas exposé à un risque d'évolution des taux d'intérêt.

Risque de change :

Le groupe exerce une partie de son activité à l'international ; cette activité est facturée majoritairement en euro et n'est pas susceptible d'être exposée à un risque de change significatif.

Note 5.17 – Engagements hors bilan

Engagements financiers

Présenté en Euros	
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Crédit bail mobilier	1 214 614
Avals et cautions	
Nantissement du fonds de commerce	
Autres engagements donnés	
TOTAL	1 214 614
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	1 214 614

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Présenté en Euros		
ENGAGEMENTS	juin-19	2018
Pensions et indemnités assimilées		
Compléments de retraite pour personnel en activité		
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite		
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité	18 222	18 222
TOTAL	18 222	18 222

Note 5.18 – Parties liées

Présenté en Euros			
31/12/2018	ERNEE GESTION	XALE FINANCES	INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT
COMPTES COURANTS BLOQUES			
AVANCES (CONVENTION TRESORERIE)			217 912
COMPTES COURANTS ASSOCIES			
TOTAL	0	0	217 912
30/06/2019			INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT
COMPTES COURANTS BLOQUES			
AVANCES (CONVENTION TRESORERIE)			224 872
COMPTES COURANTS ASSOCIES			
TOTAL	0	0	224 872